

Weg	Begin	Einde
N56	Bergen (Nimy) N552	Bergen (Nimy) N6
N62	Saint-Vith A27 (Saint-Vith Sud)	Burg-Reuland (grand-duché de Luxembourg)
N63	Luik Rue Ernest Solvay	Marche-en-Famenne N839
N65	Villers-le-Bouillet N684	Villers-le-Bouillet A15
N66	Modave N684, N636	Tinlot N63
N82	Aarlen N4	Aarlen A4
N83	Aarlen A4 (Stockem)	Bouillon N89
N89	Bouillon (France)	Vielsalm A26 (Baraque de Fraiture)
N97	Philippeville N40	Hamois N97
N243	Waver N25	Perwijs N29
N552	Dour N549	Bergen N6
N568	Charleroi N5	Charleroi N568a
N568a	Charleroi N568	Fleurus R3 (Heppignies)
N804	Aubange A28	Aubange N830
N839	Marche-en-Famenne N63	Marche-en-Famenne N4
N912	Jemeppe-sur-Sambre A15 (Spy)	Eghezée A4

Beide rijrichtingen van de autosnelwegen en verkeersassen maken deel uit van het structurerend netwerk zelfs als ze het voorwerp uitmaken van afzonderlijke en gescheiden rijbanen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2010 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding en houdende uitvoering van artikel 2 van het decreet van 10 december 2009 tot wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende Financiering van de Infrastructuren).

Namen, 23 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201673]

23 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds social de l'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code du wallon de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles, D.240, D.241, D.242, D.243, D.245, D.249 et D.251;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 20 juin 2016;

Vu l'avis du Comité de contrôle de l'eau, donné le 30 juin 2016;

Vu le rapport du 26 mai 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales,;

Vu l'avis 59.917/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 septembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes, donné le 6 juillet 2016;

Considérant les propositions de la Société publique de Gestion de l'Eau, en collaboration avec AQUAWAL, relatives aux modalités de calcul du plafond de l'intervention financière et aux modalités de l'intervention financière du Fonds social de l'eau comme prévu à l'article D.243 de la partie décréte du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci. Il ne sera applicable que sur le territoire de langue française.

Art. 2. L'article R.310 de la partie réglementaire du Livre II du Code wallon de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.310. Le Fonds social de l'eau est le mécanisme financier qui, sur le territoire de la région de langue française, intervient au profit des consommateurs en difficulté de paiement dans le paiement de leur facture d'eau.

Le produit de la contribution du Fonds social de l'eau est affecté à quatre catégories de dépenses, de la manière suivante :

- à 80 % pour les dépenses d'intervention;
- à 10 % pour les dépenses d'améliorations techniques;
- à 9 % pour les dépenses de fonctionnement des C.P.A.S.;
- à 1 % pour les dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E. »

Art. 3. L'article R.311 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.311. § 1^{er}. Les distributeurs, la S.P.G.E. et les C.P.A.S. participent au fonctionnement du Fonds social de l'eau selon les modalités visées aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Les distributeurs :

1° identifient, lors de la clôture de l'exercice comptable ou du budget, dans leurs comptes et budgets, une provision pour les dépenses d'intervention, une pour les dépenses de fonctionnement des C.P.A.S., une pour les dépenses d'améliorations techniques et une pour les dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E.;

2° communiquent à la S.P.G.E., pour le 28 février de chaque année, un rapport d'activité reprenant au minimum :

- a) le volume, en mètre cube d'eau, facturé l'année précédente;
- b) le montant des fonds utilisés destinés aux améliorations techniques, leur affectation ainsi que le solde non utilisé de l'année précédente;
- c) le solde de la contribution au Fonds social de l'eau de l'année précédente;

3° versent à la S.P.G.E., pour le 31 mars de chaque année :

a) sur le compte dénommé "frais de fonctionnement", dix pour cent du montant de la contribution dont ils sont redevables en vertu de l'article 240, 2^o et 3^o, de la partie décrétable;

b) sur le compte "solde de la contribution à affecter", le solde du compte dénommé "contributions au Fonds d'améliorations techniques", arrêté au 31 décembre de l'année précédente;

4° communiquent à la S.P.G.E., pour le 28 février de chaque année, par commune :

- a) le nombre de compteurs;
- b) le nombre de consommateurs en difficulté de paiement qui ont été communiqués, l'année précédente, sur la base des listes visées à l'article R.318;
- c) le nombre d'interventions financières;
- d) le montant global des interventions.

Lorsque le distributeur n'a pas rempli ses obligations prévues dans la section 1^{er}, la S.P.G.E. lui fait signifier un rappel avec la demande d'effectuer les versements ou de communiquer les informations.

Si le distributeur n'a toujours pas rempli ses obligations quinze jours après réception du rappel, la S.P.G.E. prendra en compte les informations relatives à l'année précédente. Plus précisément, quant à l'information relative au volume, en cas de non communication de celui-ci, la S.P.G.E. prendra comme donnée le dernier volume connu et ajoutera, chaque année, un forfait équivalent à 5 % du volume. Le chiffre ainsi obtenu permettra de calculer le montant de la contribution de chaque distributeur au Fonds social de l'eau.

§ 3. La S.P.G.E. :

1° pour le 15 mars de chaque année :

a) détermine, sur base des volumes d'eau facturés l'année précédente, le montant total de la contribution de chaque distributeur au Fonds social de l'eau pour l'année en cours et leur communique;

b) détermine et communique aux distributeurs la répartition des droits de tirage uniques de l'année en cours entre les C.P.A.S.;

2° pour le 31 mars de chaque année, communique à chaque C.P.A.S. :

- a) le montant du droit de tirage unique dont il dispose pour l'année en cours;
- b) la possibilité de solliciter l'intervention du Fonds d'améliorations techniques auprès de son distributeur;
- c) via le site internet de la S.P.G.E., le questionnaire annuel visé à l'annexe XXXVIII, à renvoyer;

3° pour le 30 avril de chaque année :

a) paie à chaque C.P.A.S., les frais de fonctionnement sur un compte dénommé "frais de fonctionnement des C.P.A.S. ";

b) verse aux distributeurs du ressort des C.P.A.S. concernés le montant des droits de tirage complémentaires tels que définis à l'article R316, § 1^{er}, et calculés en vertu de l'article R316, § 2;

4° après approbation par le conseil d'administration du mois de septembre, communique au Ministre un rapport annuel reprenant :

- a) le montant de la contribution au Fonds social de l'eau, par distributeur, qui était disponible l'année précédente;
- b) le montant de la contribution au Fonds social de l'eau utilisé et le solde non utilisé, par distributeur, l'année précédente;
- c) les montants relatifs aux frais de fonctionnement versés aux C.P.A.S.;
- d) les montants relatifs aux frais de fonctionnement de la S.P.G.E.;
- e) les montants affectés aux améliorations techniques et le solde non utilisé;

5° pour le 15 décembre de chaque année, communique aux distributeurs le montant indexé de la contribution au Fonds social de l'eau, ainsi que le montant indexé du plafond et du supplément par personne à charge, conformément à l'article D.330-1 du même Code.

Concernant le 1^o, a), chaque année, les droits de tirage complémentaires calculés sur base de l'article R.316, s'ajoutent aux montants des 80 % de dépenses d'intervention calculés sur base de l'article R.313. Le montant total obtenu constitue le droit de tirage unique.

Concernant le 4^o, avant transmission au Gouvernement et au Comité de contrôle de l'eau, un avis sur le projet de rapport est remis par Aquawal et par la Fédération des C.P.A.S. à la S.P.G.E.

§ 4. Chaque C.P.A.S. renvoie à la S.P.G.E., pour le 31 mai de chaque année, le questionnaire visé au paragraphe 3, 2^o. Les données ainsi récoltées sont intégrées dans le rapport annuel. »

Art. 4. Dans l'article R.313, alinéa 3, du même Code, les mots "85 %" sont remplacés par les mots "80 %".

Art. 5. L'article R.314 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.314. Les sommes consignées sous une rubrique affectée dénommée "Fonds destiné aux dépenses d'améliorations techniques" sont destinées à la participation dans les dépenses d'améliorations techniques réalisées pour les consommateurs en difficulté de paiement ou toute autre personne bénéficiaire de l'aide sociale, sur base de l'initiative du C.P.A.S.

Ces améliorations techniques peuvent consister notamment en la modification des installations de raccordement, des installations intérieures privées et en la recherche de fuite dans l'installation intérieure du consommateur. »

Art. 6. L'article R.316 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.316. § 1^{er}. Les soldes des droits de tirage de l'année précédente et la partie non utilisée des fonds pour améliorations techniques de l'exercice précédent, sont affectés aux droits de tirage complémentaires.

Chaque C.P.A.S. ayant utilisé au moins 80 % de son droit de tirage de l'année précédente, se voit attribuer un droit de tirage complémentaire, sur la base des moyens non utilisés l'année précédente comme repris au paragraphe 1^{er}, et dont le montant est proportionnel à l'utilisation de son droit de tirage de l'année précédente par rapport à l'utilisation des droits de tirage cumulés de tous les C.P.A.S. ayant utilisé au moins 80 % de leur droit de tirage la même année.

Ce montant est calculé au prorata du nombre de raccordements desservis par chaque distributeur dans le cas où le territoire d'un C.P.A.S. est couvert par plusieurs distributeurs.

§ 2. La S.P.G.E. détermine le droit de tirage complémentaire pour l'année en cours dont dispose chaque C.P.A.S. qui a utilisé au moins 80 % de son droit de tirage l'année précédente selon la formule suivante :

$$S \times (\text{udt C.P.A.S.} / \text{udt C.P.A.S. R})$$

étant entendu que :

S : solde de la contribution à affecter (montants non utilisés du droit de tirage et du Fonds pour améliorations techniques);

udt C.P.A.S. : utilisation, pour l'année précédente, du droit de tirage du C.P.A.S. ayant utilisé au moins à 80 % de son droit de tirage;

udt C.P.A.S. R : utilisation, pour l'année précédente, des droits de tirage cumulés des C.P.A.S. ayant utilisés au moins à 80 % de leur droit de tirage ».

Art. 7. L'article R.320, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2009, est modifié comme suit :

1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'intervention du Fonds social de l'eau dans le paiement de la facture du consommateur en difficulté de paiement est limitée annuellement à une somme de cinq cent euros.

Ce seuil est majoré de cent euros par personne à partir de la quatrième personne faisant partie du ménage du consommateur en difficulté de paiement.

L'intervention annuelle peut être supérieure aux maxima prévus aux alinéas précédents dans les cas suivants:

1^o dans le cas de fuite provoquant une surconsommation et moyennant un avis favorable du distributeur;

2^o pour un usager qui a accumulé plusieurs années d'arriérés de paiement sans avoir sollicité l'intervention du Fonds chaque année;

Ces montants sont indexés chaque année et arrondis à l'euro, sur la base de l'évolution de l'indice santé, par référence à l'indice en application au 1^{er} janvier 2017. »;

2^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le distributeur, à la demande du C.P.A.S, finance, dans les limites des moyens disponibles, et procède à des améliorations techniques les plus adaptées à la situation. Les refus de financement de la part du distributeur sont motivés.

Les distributeurs sont tenus d'encourager l'utilisation des moyens financiers du Fonds social de l'eau pour améliorations techniques par les C.P.A.S. et de faire état de leur utilisation lors de la transmission du rapport annuel à la S.P.G.E. »

Art. 8. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'annexe XXXVIII est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe

**Annexe XXXVIII au Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau
Questionnaire annuel rempli et communiqué par les C.P.A.S.**

RAPPORT RELATIF AU FONDS SOCIAL

C.P.A.S. DE

EXERCICE

Coordonnées de la personne de contact attitrée au Fonds social de l'eau au sein de votre C.P.A.S. :

Nom :

 : :**1. Données chiffrées à fournir par le C.P.A.S. :**

a) Nombre de personnes bénéficiant du droit à l'intégration sociale sur le territoire de votre commune en date du 31/12/..... :

b) Nombre de demandes d'intervention introduites par votre C.P.A.S. pour l'exercice en faveur :

<i>Une personne en défaut de paiement après le délai de la mise en demeure</i>	
<i>Une personne hors défaut de paiement visé au point précédent</i>	
TOTAL	

c) Parmi les personnes en difficulté de paiement, combien sont dans une situation récurrente d'années en années ?

- 2 années consécutives :

- 3 années consécutives :

- 4 années consécutives ou plus :

d) Combien de dossiers ont fait l'objet de refus d'octroi du Fonds social de l'eau et pour quel(s) motif(s) ?

<i>Disponible suffisant dans le chef du bénéficiaire ou certains postes du budget excessifs</i>	
<i>Manque de collaboration, mauvaise volonté manifeste de la personne, ne fait pas les démarches demandées</i>	
<i>Facture sur base d'une estimation de la consommation</i>	
<i>Renvoi vers la médiation de dettes, le RCD ou la guidance budgétaire si le CPAS constate un endettement global</i>	
<i>Autres</i>	
TOTAL	

2. Informations complémentaires pour l'évaluation et l'amélioration du fonctionnement du Fonds social de l'eau

Dans le cadre de votre fonctionnement interne, pourriez-vous nous communiquer une estimation du nombre moyen d'heures prestées par vos services sur le mois pour le Fonds social de l'eau ?

3. Remarques - suggestions :

a) Sur le droit de tirage :

b) Sur la gestion et l'utilisation du Fonds d'améliorations techniques :

c) Autres :

Le Secrétaire,

Le Président,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds social de l'eau.

Namur, le 23 février 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201673]

23. FEBRUAR 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den Sozialfonds für Wasser betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.240, D.241, D.242, D.243, D.245, D.249 und D.251;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund der am 20. Juni 2016 abgegebenen Stellungnahme des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund der am 30. Juni 2016 abgegebenen Stellungnahme des Kontrollausschusses für Wasser;

Aufgrund des Berichts vom 26. Mai 2016, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 14. September 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.917/2 des Staatsrats;

Aufgrund der am 6. Juli 2016 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands;

In Erwägung der Vorschläge der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau" - S.P.G.E.) in Zusammenarbeit mit AQUAWAL bezüglich der Modalitäten für die Berechnung der Höchstbetragsgrenze der finanziellen Beteiligung und der Modalitäten für die finanzielle Beteiligung des Sozialfonds für Wasser, wie in Artikel D.243 des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgesehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt einen in Artikel 128 § 1 der Verfassung erwähnten Sachbereich gemäß deren Artikel 138. Er wird nur auf dem Gebiet französischer Sprache anwendbar sein.

Art. 2 - Artikel R.310 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. R.310 - Der Sozialfonds für Wasser ist der Finanzierungsmechanismus, der auf dem französischen Sprachgebiet zugunsten der Verbraucher einspringt, die Schwierigkeiten haben, ihre Wasserrechnung zu bezahlen.

Das Beitragsaufkommen des Sozialfonds für Wasser wird folgendermaßen vier Ausgabenkategorien zugewiesen:

- 80% für die Interventionsausgaben;
- 10% für die Ausgaben für technische Verbesserungen;
- 9% für die Betriebsausgaben der ÖSHZ;
- 1% für die Betriebsausgaben der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung».

Art. 3 - Artikel R.311 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. R.311 - § 1 - Die Wasserversorger, die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung und die ÖSHZ beteiligen sich am Funktionieren des Sozialfonds für Wasser gemäß den in § 2 bis § 4 erwähnten Modalitäten.

§ 2 - Die Wasserversorger:

1° bestimmen in ihren Abschlüssen und Haushaltsplänen bei dem Abschluss des Rechnungsjahres oder des Haushalts eine Rückstellung für die Interventionsausgaben, eine für die Betriebsausgaben der ÖSHZ, eine für die Ausgaben für technische Verbesserungen und eine für die Betriebsausgaben der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung;

2° übermitteln der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 28. Februar eines jeden Jahres einen Tätigkeitsbericht, der mindestens Folgendes umfasst:

- a) das im Vorjahr berechnete Volumen, in Kubikmetern Wasser;
- b) den Betrag der für die technischen Verbesserungen bestimmten, gebrauchten Mittel, deren Zuweisung sowie den nicht verwendeten Restbetrag des Vorjahres;
- c) den Saldo des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser des vorhergehenden Jahres;

3° überweisen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung für den 31. März eines jeden Jahres:

a) auf das Konto mit der Bezeichnung "Betriebskosten", zehn Prozent des Betrags des Beitrags, den sie aufgrund von Artikel 240 Ziffern 2 und 3 des dekretalen Teils schuldig sind;

b) auf das Konto "Saldo des zuzuweisenden Beitrags", die am 31. Dezember des vorhergehenden Jahres festgesetzten Restbeträge des Kontos mit der Bezeichnung "Beitrag zum Sozialfonds für Wasser" und des Kontos mit der Bezeichnung "Beiträge zum Fonds für technische Verbesserungen";

4° teilen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 28. Februar eines jeden Jahres die folgenden Daten pro Gemeinde mit:

- a) die Anzahl Zähler;
- b) die Anzahl der in Zahlungsschwierigkeiten geratenen Verbraucher, die im Vorjahr auf der Grundlage der in Artikel R.318 erwähnten Listen gemeldet wurden;
- c) die Anzahl der finanziellen Interventionen;
- d) den Gesamtbetrag der Interventionen.

Wenn der Wasserversorger seinen in Abschnitt 1 vorgesehenen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist, lässt ihm die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ein Erinnerungsschreiben mit der Aufforderung zukommen, die Zahlungen zu leisten oder die Informationen mitzuteilen.

Wenn der Wasserversorger fünfzehn Tage nach Empfang des Erinnerungsschreibens seinen Verpflichtungen noch immer nicht nachgekommen ist, wird sich die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung auf die Informationen über das Vorjahr stützen. Was die Information bezüglich des Volumens betrifft, wird die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, falls dieses nicht mitgeteilt wird, demnach das letzte bekannte Volumen als Angabe berücksichtigen und jedes Jahr eine Pauschale in Höhe von 5% des Volumens hinzufügen. Die so ermittelte Zahl wird es ermöglichen, den Betrag des Beitrags jedes Wasserversorgers zum Sozialfonds für Wasser zu berechnen.

§ 3 - Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung muss:

1° zum 15. März eines jeden Jahres:

- a) auf der Grundlage der im Vorjahr berechneten Wasservolumen den Gesamtbetrag des Beitrags jedes Wasserversorgers zum Sozialfonds für Wasser für das laufende Jahr bestimmen und ihnen diesen Betrag mitteilen;
- b) die Verteilung der einmaligen Ziehungsrechte des laufenden Jahres auf die ÖSHZ bestimmen und sie den Wasserversorgern mitteilen;

2° zum 31. März eines jeden Jahres jedem ÖSHZ Folgendes mitteilen:

- a) den Betrag des einmaligen Ziehungsrechts, über das es für das laufende Jahr verfügt;
- b) die Möglichkeit, die Intervention des Fonds für technische Verbesserungen bei seinem Wasserversorger zu beantragen;
- c) den im Anhang XXXVIII erwähnten, zu übermittelnden jährlichen Fragebogen und zwar über die Internetseite der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung;

3° zum 30. April eines jeden Jahres:

- a) jedem ÖSHZ die Betriebskosten auf ein Konto mit der Bezeichnung "Betriebskosten der ÖSHZ" einzahlen;
- b) den Wasserversorgern, die in das Ressort der betroffenen ÖSHZ fallen, den Betrag der zusätzlichen Ziehungsrechte bezahlen, so wie sie in Artikel R.316 § 1 definiert sind und die aufgrund von Artikel R.316 § 2 berechnet werden;

4° dem Minister nach Billigung durch den Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom September einen Jahresbericht übermitteln, der Folgendes umfasst:

- a) für jeden Wasserversorger, den Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser, der im vorhergehenden Jahr verfügbar war;
- b) für jeden Wasserversorger, den im Vorjahr gebrauchten Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser und den im Vorjahr nicht verwendeten Restbetrag;
- c) die Beträge im Zusammenhang mit den an die ÖSHZ gezahlten Betriebskosten;
- c) die Beträge im Zusammenhang mit den Betriebskosten der S.P.G.E.;
- e) die Beträge, die für technische Verbesserungen verwendet wurden, und den nicht verwendeten Restbetrag;

5° zum 15. Dezember eines jeden Jahres den Wasserversorgern den indexierten Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser, sowie den indexierten Betrag der Höchstgrenze und des Zuschlags pro Person zu Lasten mitteilen, gemäß Artikel D.330-1 desselben Gesetzbuches;

Was Ziffer 1 Buchstabe a) betrifft, kommen die aufgrund von Artikel R.316 berechneten zusätzlichen Ziehungsrechte jedes Jahr zu den Beträgen der 80% von Interventionsausgaben hinzu, die aufgrund von Artikel R.313 berechnet werden. Der so ermittelte Gesamtbetrag bildet das einmalige Ziehungsrecht.

Was Ziffer 4 betrifft, geben Aquawal und der Verband der ÖSHZ eine Stellungnahme über den Berichtentwurf der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung vor der Übermittlung an die Regierung und den Kontrollausschuss ab.

§ 4 - Jedes ÖSHZ übermittelt der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 31. Mai eines jeden Jahres den unter § 3 Ziffer 2 erwähnten Fragebogen. Die so gesammelten Daten werden in den Jahresbericht aufgenommen.»

Art. 4 - In Artikel R.313 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird "85%" durch "80%" ersetzt.

Art. 5 - Artikel R.314 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. R.314 - Die Summen, die unter einer zugeordneten Rubrik mit der Bezeichnung "Fonds für die Ausgaben für technische Verbesserungen" festgehalten sind, sind für die Beteiligung an den Ausgaben für technische Verbesserungen bestimmt, die für die in Zahlungsschwierigkeiten geratenen Verbraucher oder für jeden anderen Sozialhilfeempfänger auf der Grundlage der Initiative des ÖSHZ getätigt werden.

Bei diesen technischen Verbesserungen kann es sich insbesondere um die Änderung der Anschlussanlagen, der privaten Innenanlagen und um die Lecksuche in der Innenanlage des Verbrauchers handeln.»

Art. 6 - Artikel R.316 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. R.316 - § 1 - Der Restbetrag der Ziehungsrechte des vorhergehenden Jahres und der nicht verwendete Teil der Mittel für technische Verbesserungen des Vorjahres werden den zusätzlichen Ziehungsrechten zugewiesen.

Jedes ÖSHZ, das wenigstens 80% seines Ziehungsrechts des vorherigen Jahres verwendet hat, erhält ein zusätzliches Ziehungsrecht auf der Grundlage der im Vorjahr nicht verwendeten Mittel im Sinne von § 1, dessen Betrag proportional zu der Verwendung seines Ziehungsrechts des vorherigen Jahres im Verhältnis zu der Verwendung der kumulierten Ziehungsrechte aller ÖSHZ ist, die wenigstens 80% ihres Ziehungsrechts desselben Jahres verwendet haben.

Der Betrag wird im Verhältnis zu der Anzahl der von jedem Wasserversorger versorgten Anschlüsse berechnet, falls das Gebiet eines ÖSHZ von mehreren Wasserversorgern abgedeckt ist.

§ 2. Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung bestimmt nach folgender Formel die zusätzlichen Ziehungsrechte für das laufende Jahr, über die jedes ÖSHZ verfügt, das wenigstens 80% seines Ziehungsrechts des vorhergehenden Jahres verwendet hat:

$$S \times (\text{udt C.P.A.S./udt C.P.A.S. R})$$

wobei Folgendes feststeht:

S: Saldo des zuzuweisenden Beitrags (nicht verwendete Beträge des Ziehungsrechts und des Fonds für technische Verbesserungen);

udt C.P.A.S.: Verwendung im Vorjahr des Ziehungsrechts des ÖSHZ, das wenigstens 80% seines Ziehungsrechts verwendet hat;

udt C.P.A.S. R: Verwendung im Vorjahr der kumulierten Ziehungsrechte der ÖSHZ, die wenigstens 80% ihres Ziehungsrechts verwendet haben.»

Art. 7 - Artikel R.320 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009, wird wie folgt abgeändert:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2 - Die Beteiligung des Sozialfonds für Wasser an der Zahlung der Wasserrechnung des in Zahlungsschwierigkeiten geratenen Verbrauchers beschränkt sich jährlich auf einen Betrag von fünfhundert Euro.

Dieser Grenzbetrag wird pro Person ab der vierten Person, die zu dem Haushalt des in Zahlungsschwierigkeiten geratenen Verbrauchers gehört, um hundert Euro erhöht.

Die jährliche Beteiligung kann die in den vorhergehenden Absätzen vorgesehenen Höchstgrenzen übersteigen:

1° im Falle von Undichtheiten, die einen Mehrverbrauch verursachen, unter Vorbehalt einer günstigen Stellungnahme des Wasserversorgers;

2° für einen Benutzer, der mehrere Jahre Zahlungsrückstände angesammelt hat, ohne dass er jedes Jahr die Beteiligung des Fonds in Anspruch genommen hat;

Diese Beträge werden jährlich auf der Grundlage der Entwicklung des Gesundheitsindex unter Bezugnahme auf den am 1. Januar 2017 angewandten Index indexiert und auf den Euro ab- bzw. aufgerundet.»;

2° § 4 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 4 -Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel finanziert der Wasserversorger auf Antrag des ÖSHZ technische Verbesserungen, die am geeignetsten für die Situation sind, und nimmt sie vor. Die Ablehnung der Finanzierung durch den Wasserversorger wird begründet.

Die Wasserversorger sind verpflichtet, die Verwendung der Finanzmittel des Sozialfonds für Wasser für technische Verbesserungen durch die ÖSHZ zu fördern und den Stand deren Verwendung bei der Übermittlung des Jahresberichts an die S.P.G.E. anzugeben.»

Art. 8 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird Anhang XXXVIII durch den vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2017 wirksam.

Art. 10 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2017

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang

**Anhang XXXVIII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet
Jährlicher Fragebogen, der von den ÖSHZ auszufüllen und zu übermitteln ist**

BERICHT BEZÜGLICH DES SOZIALFONDS
ÖSHZ VON

HAUSHALTSJAHR

Personalien der für den Sozialfonds für Wasser zuständigen Kontaktperson innerhalb ihres ÖSHZ:

Name:

:

:

1. Vom ÖSHZ zu übermittelnde Zahlenangaben:

a) Anzahl der Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung auf dem Gebiet Ihrer Gemeinde am 31/12/.....:

b) Anzahl der von Ihrem ÖSHZ für das Haushaltsjahr eingereichten Interventionsanträge zugunsten:

<i>einer Person, die sich in Zahlungsverzug nach der Frist der Inverzugsetzung befindet</i>	
<i>einer Person außerhalb des im vorstehenden Punkt genannten Zahlungsverzugs</i>	
INSGESAMT	

c) Unter den Personen, die Zahlungsschwierigkeiten haben, wie viele sind in einer Lage, die sich Jahr für Jahr wiederholt?

- 2 aufeinanderfolgende Jahre:

- 3 aufeinanderfolgende Jahre:

- 4 aufeinanderfolgende Jahre oder mehr:

d) Wie viele Akten wurden vom Sozialfonds für Wasser abgelehnt und aus welchem Grund/welchen Gründen?

<i>Ausreichende verfügbare Gelder des Bezugsberechtigten, oder Vorhandensein von übermäßigen Haushaltsposten</i>	
<i>Mangelnde Zusammenarbeit, offensichtlich schlechter Wille seitens der Person, sie unternimmt die geforderten Schritte nicht</i>	
<i>Rechnung auf der Grundlage des geschätzten Verbrauchs</i>	
<i>Verweisung an die Schuldenvermittlung, an die kollektive Schuldenregelung oder an die Budgetbegleitung, wenn das ÖSHZ eine allgemeine Verschuldung feststellt</i>	
<i>Sonstige</i>	
INSGESAMT	

2. Zusätzliche Informationen für die Bewertung und die Verbesserung der Funktionsweise des Sozialfonds für Wasser

Könnten Sie uns im Rahmen Ihrer internen Funktionsweise eine Schätzung der durchschnittlichen Zahl der Stunden mitteilen, die Ihre Dienststellen im Monat für das Sozialfonds für Wasser leisten?

3. Bemerkungen - Anregungen:

a) Über das Ziehungsrecht:

b) Über die Verwaltung und die Verwendung des Fonds für technische Verbesserungen:

c) Sonstiges:

Der Sekretär,

Der Vorsitzende,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was den Sozialfonds für Wasser betrifft, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2017

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201673]

23 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het sociaal waterfonds

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.240, D.241, D.242, D.243, D.245, D.249 en D.251;

Gelet op het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 20 juni 2016;

Gelet op het advies van het "Comité de contrôle de l'eau" (het Comité voor Watercontrole), gegeven op 30 juni 2016;

Gelet op het rapport van 26 mei 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59.917/2 van de Raad van State, gegeven op 14 september 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 6 juli 2016;

Gelet op de voorstellen van de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer), in samenwerking met AQUAWAL, betreffende de berekeningsmodaliteiten van het plafond van de financiële tegemoetkoming en de modaliteiten van de financiële tegemoetkoming van het sociaal waterfonds zoals bepaald bij artikel D.243 van het decreetale gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. Dit besluit is uitsluitend van toepassing op het Franstalige grondgebied.

Art. 2. Artikel R.310 van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt :

« Art. R.310. Het Sociaal waterfonds is het financieel mechanisme dat op het grondgebied van het Franse taalgebied tussenbeide komt ten gunste van de verbruikers die moeilijkheden ondervinden om hun waterfactuur te betalen.

De opbrengst van de bijdragen in het Sociaal waterfonds wordt voor vier uitgavencategorieën bestemd, namelijk :

- 80 % voor de uitgaven inzake tegemoetkoming;
- 10 % voor de uitgaven inzake technische verbeteringen;
- 9 % voor de uitgaven betreffende de werking van de OCMW's;
- 1 % voor de uitgaven betreffende de werking van de "SPGE". »

Art. 3. Artikel R.311 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.311. § 1. De leveranciers, de "SPGE" en de O.C.M.W.'s dragen bij in de werking van het Sociaal waterfonds volgens de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. De verdelers :

1° identificeren, bij het afsluiten van het boekjaar of van de begroting, in hun rekeningen en begrotingen, een voorschot voor de uitgaven inzake tegemoetkoming, één voor de uitgaven betreffende de werking van de O.C.M.W.'s, één voor de uitgaven inzake technische verbeteringen en één voor de uitgaven betreffende de werking van de "SPGE";

2° maken jaarlijks uiterlijk 28 februari aan de "SPGE" een activiteitenrapport over waarin de volgende gegevens voorkomen :

- a) het in m³ uitgedrukte watervolume gefactureerd voor het vorige jaar;
- b) het bedrag van de gebruikte fondsen bestemd voor technische verbeteringen, de bestemming ervan, alsook het niet aangewend saldo van het vorig jaar;
- c) het saldo van de bijdrage in het Sociaal waterfonds van het vorige jaar;

3° storten jaarlijks uiterlijk 31 maart aan de "SPGE" :

a) op de rekening "werkingskosten" 10 % van het bedrag van de bijdrage dat zij verschuldigd zijn overeenkomstig artikel 240, 2° en 3°, van het decreetgevende deel;

b) op de rekening "saldo van de te bestemmen bijdrage" het saldo storten van de rekening "bijdrage in het Sociaal waterfonds" en het saldo van de rekening "bijdrage in het Fonds voor technische verbeteringen", vastgelegd op 31 december van het vorige jaar;

4° delen jaarlijks uiterlijk 28 februari de volgende gegevens per gemeente aan de "SPGE" mee:

a) het aantal meters;

b) het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden meegedeeld het vorige jaar op basis van de lijsten bedoeld in artikel R.318;

c) het aantal financiële tegemoetkomingen;

d) het globaal aantal tegemoetkomingen.

Als de leverancier zijn verplichtingen bedoeld in afdeling 1 niet heeft vervuld, laat de "SPGE" hem een herinneringsschrijven betekenen met de aanvraag om de betalingen uit te voeren of de informatie mee te delen.

Als de leverancier zijn verplichtingen nog steeds niet heeft vervuld vijftien dagen na ontvangst van de herinneringsbrief zal de "SPGE" de informatie betreffende het vorig jaar in aanmerking nemen. Meer bepaald, wat betreft de informatie betreffende het volume, zal de "SPGE" in geval van niet communicatie van het volume, als gegeven het laatst bekend volume nemen en zal, elk jaar, een forfait gelijk aan 5 % van het volume toevoegen. Het aldus verkregen cijfer zal toelaten om het bedrag van de bijdrage van elke verdeler aan het sociaal waterfonds te berekenen.

§ 3. De "SPGE" moet :

1° jaarlijks uiterlijk 15 maart :

a) op basis van de voor het voorafgaande jaar gefactureerde watervolumes het totaalbedrag bepalen van de bijdrage van elke verdeler in het Sociaal waterfonds voor het lopende jaar en deelt het hen mee;

b) de verdeling van de eenmalige trekkingsrechten van het lopende jaar tussen de O.C.M.W.'s bepalen en aan de verdelers meedelen;

2° elk O.C.M.W. jaarlijks uiterlijk 31 maart kennis geven van :

a) het bedrag van het eenmalig trekkingsrecht waarover het beschikt voor het lopende jaar;

b) de mogelijkheid om de tussenkomst van het Fonds voor technische verbeteringen te vragen bij zijn verdeler;

c) via de website van de "SPGE", de jaarlijkse vragenlijst bedoeld in bijlagen XXXVIII, terug te sturen;

3° jaarlijks uiterlijk 30 april :

a) aan elk O.C.M.W. de werkingskosten betalen op de rekening "werkingskosten van de O.C.M.W.'s";

b) aan de verdelers van het ambtsgebied van de betrokken ocmw's het bedrag van de bijkomende trekkingsrechten storten zoals bepaald in artikel R.316, § 1, en berekend krachtens artikel R.316, § 2;

4° na goedkeuring van de Raad van bestuur van de maand september, de Minister een jaarverslag overleggen waarin de volgende gegevens voorkomen :

a) het bedrag van de bijdrage in het Sociaal waterfonds dat het vorige jaar per verdeler beschikbaar was;

b) het bedrag van de bijdrage in het Sociaal waterfonds dat het vorige jaar per verdeler gebruikt werd en het niet aangewend saldo;

c) de bedragen betreffende de werkingskosten betaald aan de O.C.M.W.'s;

d) de bedragen betreffende de werkingskosten van de "SPGE".;

e) de bedragen bestemd voor de technische verbeteringen en het niet-aangewend saldo;

5° jaarlijks voor 15 december, aan de verdeler het geïndexeerd bedrag meedelen van de bijdrage in het Sociaal waterfonds, alsook het geïndexeerd bedrag van het plafond en van de toeslag per persoon ten laste, overeenkomstig artikel D.330-1 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft punt 1°, a), komen jaarlijks bijkomende trekkingsrechten berekend op basis van artikel R.316, bij de bedragen van de 80 % voor de uitgaven inzake tegemoetkoming berekend op basis van artikel R.313. Het verkregen totaalbedrag vormt het eenmalig trekkingsrecht.

Betreffende punt 4° wordt, vóór het overmaken aan de Regering en aan het "Comité de contrôle de l'eau" (het Comité voor Watercontrole), een advies over het ontwerp-verslag afgegeven door Aquawal en door de federatie van de O.C.M.W.'s aan de "SPGE".

§ 4. Elk O.C.M.W. stuurt naar de "SPGE", voor 31 mei van elk jaar, de vragenlijst terug bedoeld in paragraaf 3, 2°. De aldus ingezamelde gegevens worden in het jaarlijks verslag opgenomen.

Art. 4. In artikel R.313, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "85 %" vervangen door de woorden "80 %".

Art. 5. Artikel R.314 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.314. De sommen geconsigneerd in de rubriek "Fonds bestemd voor technische verbeteringen" dienen voor de tegemoetkoming in de uitgaven voor de technische verbeteringen uitgevoerd ten gunste van verbruikers met betalingsmoeilijkheden of elke andere persoon die in aanmerking komt voor de sociale hulpverlening op basis van het initiatief van het O.C.M.W..

Die technische verbeteringen kunnen onder andere bestaan in de aanpassing van de aansluitingsinstallaties, van de private binneninstallaties en in de opsporing van lekkages in de binneninstallatie van de verbruiker. »

Art. 6. Artikel R.316 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.316. § 1. Het saldo van de trekkingsrechten van het vorig jaar en het niet gebruikte deel van de fondsen voor de technische verbeteringen van het vorige boekjaar, worden bestemd voor de bijkomende trekkingsrechten.

Elk O.C.M.W. die minstens 80 % van zijn trekkingsrecht van het vorig jaar heeft gebruikt, krijgt een bijkomend trekkingsrecht, op basis van de middelen die niet gebruikt zijn het vorig jaar zoals opgenomen in paragraaf 1 en waarvan het bedrag evenredig is met het gebruik van zijn trekkingsrecht van het vorig jaar ten opzichte van het gebruik van de gecumuleerde trekkingsrechten van alle O.C.M.W.'s die minstens 80 % van hun trekkingsrecht hetzelfde jaar hebben gebruikt.

Dit bedrag wordt berekend naar rato van het aantal aansluitingen bediend door elke verdeler als het grondgebied van een O.C.M.W. door verschillende verdelers bediend wordt.

§ 2. De "SPGE" bepaalt het bijkomend trekkingsrecht voor het lopende jaar waarover elke O.C.M.W. beschikt dat minstens 80 % van zijn trekkingsrecht het vorig jaar heeft gebruikt, volgens onderstaande formule :

$$S \times (\text{udt C.P.A.S./udt C.P.A.S. R})$$

waarbij :

S : saldo van de te bestemmen bijdrage (niet gebruikt bedrag van het trekkingsrecht en van het Fonds voor technische verbeteringen);

udt CPAS : gebruik voor het vorige jaar van het trekkingsrecht van het O.C.M.W. dat minstens 80 % van zijn trekkingsrecht heeft gebruikt;

udt C.P.A.S. R : gebruik, voor het vorige jaar, van de gecumuleerde trekkingsrechten van de O.C.M.W.'s die minstens 80 % van hun trekkingsrecht hebben gebruik ».

Art. 7. Artikel R.320, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 30 april 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De tegemoetkoming van het Sociaal Waterfonds in de betaling van de factuur van de verbruiker met betalingsmoeilijkheden wordt beperkt tot een jaarlijks bedrag van vijfhonderd euro.

Die drempel wordt verhoogd met honderd euro per persoon vanaf de vierde persoon die deel uitmaakt van het gezin van de verbruiker met betalingsmoeilijkheden.

De jaarlijkse tegemoetkoming kan hoger zijn dan de maximumbedragen bedoeld in de vorige leden in de volgende gevallen:

1° in geval van lekkage die een overconsumptie als gevolg heeft en mits een gunstig advies van de verdeler;

2° voor een gebruiker die verschillende jaren betalingsachterstanden heeft opgelopen zonder de tegemoetkoming van het fonds jaarlijks te hebben aangevraagd;

Die bedragen worden jaarlijks geïndexeerd en op de euro afgerond op grond van de ontwikkeling van de gezondheidsindex t.o.v. de op 1 januari 2017 vigerende index. »;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De verdeler, op verzoek van het O.C.M.W., financiert, binnen de perken van de begrotingskredieten, en voert technische verbeteringen uit die het meest aangepast zijn aan de toestand De weigeringen van financiering vanwege de verdeler worden gemotiveerd.

De verdelers dienen het gebruik van de financiële middelen van het Sociaal waterfonds voor technische verbeteringen door de O.C.M.W.'s aan te moedigen en gewag te maken van hun gebruik tijdens het overmaken van het jaarlijks verslag aan de "SPGE" ».

Art. 8. In het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt bijlage XXXVIII vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage

**Bijlage XXXVIII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt
Jaarlijkse vragenlijst ingevuld en meegedeeld door het O.C.M.W.**

VERSLAG BETREFFENDE HET SOCIAAL FONDS
O.C.M.W. VAN

BOEKJAAR

Gegevens van de contactpersoon aangesteld voor het Sociaal waterfonds binnen uw O.C.M.W. :

Naam :

:

:

1. Cijfergegevens te verstrekken door het O.C.M.W. :

a) Aantal personen die van het recht op sociale integratie genieten op het grondgebied van uw gemeente op 31/12/..... :

b) Aantal aanvragen om tegemoetkoming ingediend door uw O.C.M.W. voor het boekjaar ten gunste :

<i>Een persoon die in staat van wanbetaling verkeert na de termijn van ingebrekestelling</i>	
<i>Een persoon buiten staat van wanbetaling bedoeld in het vorig punt</i>	
TOTAAL :	

c) Onder de personen die in staat van wanbetaling verkeren, hoeveel bevinden zich in een terugkerende toestand van jaar tot jaar ?

- 2 opeenvolgende jaren:

- 3 opeenvolgende jaren:

- 4 opeenvolgende jaren of meer:

d) Hoeveel dossiers hebben het voorwerp uitgemaakt van een weigering van toekenning van het Sociaal Waterfonds en voor welk(e) motief (motieven) ?

<i>Voldoend beschikbaar in hoofde van de begunstigde of bepaalde buitengewone posten van de begroting</i>	
<i>Gebrek aan samenwerking, klaarblijkelijke onwil van de persoon, onderneemt niet de gevraagde stappen</i>	
<i>Factuur op basis van een schatting van het verbruik</i>	
<i>Verwijzing naar de schuldbemiddeling, de collectieve schuldenregeling of de budgettaire begeleiding als het ocmw een totale schuldenlast vaststelt</i>	
<i>Andere</i>	
TOTAAL	

2. Bijkomende informatie voor de evaluation en de verbetering van de werking van het Sociaal Waterfonds

In het kader van uw interne werking kunt u mij een raming meedelen van het gemiddeld aantal uren gepresteerd door uw diensten over een maand voor het Sociaal Waterfonds ?

3. Opmerkingen - suggesties :

a) Over het trekkingsrecht :

b) Over het beheer en het gebruik van het Fonds voor technische verbeteringen :

c) Overige :

De Secretaris,

De Voorzitter,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende het sociaal waterfonds.

Namen, 23 februari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO